

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 8 (2001)

Heft: 3

Artikel: La Suisse : pays du consensus? = Die Schweiz : Land des Konsenses?

Autor: Guex, Sébastien / Albert Schnyder Burghartz

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-20950>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA SUISSE: PAYS DU CONSENSUS?

INTRODUCTION

Dans une perspective de longue durée, la Suisse est considérée très généralement, mais aussi plus spécifiquement au sein de l'historiographie et de la littérature politique, comme le pays du consensus par excellence. Selon le point de vue adopté, on fait remonter cette tradition fédérale plus ou moins loin dans le temps. Pour beaucoup, le compromis de Stans (1481) et la figure de Nicolas de Flüe auraient constitué une première apogée de cette évolution. Par la suite, la tendance, attribuée par les uns à la nécessité et par les autres à la contrainte, consistant à maintenir ensemble, autant que possible, cette construction bizarre et hétérogène qu'était la Confédération aurait conduit à l'établissement progressif d'une culture imprégnée par le consensus et le compromis et, corollairement, par une conflictualité relativement faible.

La Suisse est-elle vraiment le pays du consensus par excellence? L'est-elle y compris depuis des temps très reculés? Et si c'est le cas, comment expliquer une telle caractéristique, aussi bien pour la Suisse moderne et contemporaine que pour l'ancienne? Voilà les questions qui ont été adressées aux contributeurs et à la contributrice de ce numéro de *Traverse*. On constatera à la lecture de leurs articles qu'ils/elles ne cherchent pas à apporter de réponses arrêtées à ces questions, l'état actuel de l'historiographie helvétique et l'avancement de la discussion ne le permettant pas. En revanche, leurs contributions démontrent clairement qu'il est nécessaire d'en renouveler l'approche et d'en raviver l'étude.

Prenons l'histoire de l'ancienne Confédération. L'historiographie suisse libérale du 19^e siècle, dans l'objectif de combler les fossés de sa propre époque, a donné au mythe de l'union et de l'unanimité des Confédérés une nouvelle base en faisant remonter ce mythe jusqu'aux débuts de la Confédération et de son expansion, durant le Haut et le Bas Moyen Age. Cette façon de voir s'est perpétuée dans l'historiographie helvétique en gros jusqu'aux lendemains de la Deuxième Guerre mondiale. A vrai dire, on était conscient que la culture du consensus pouvait aussi être considérée de façon plus réaliste et ainsi de manière moins héroïque et radieuse, mais pendant longtemps cette conscience n'a pas déterminé le discours. ■ 7

Ce n'est que peu à peu que l'attention de l'historiographie suisse relative au fondement de ce consensus s'est déplacée vers l'époque moderne. Ce changement de l'angle d'approche est étroitement lié à la naissance de l'histoire sociale dans les années 1960 et 1970 et au fort accroissement de l'intérêt historique pour les questions concernant la domination et la résistance dans les années 1980 et 1990. C'est seulement à ce moment que les historiennes se sont aperçues qu'en fin de compte, ce sont avant tout les objectifs de politique étrangère et de mise en place d'une politique rudimentaire de défense commune, ainsi que les quelques rares – mais cruciales pour la Confédération – relations économiques (extérieures), notamment avec la France, qui ont conduit à la coopération dans cette fédération de petits Etats qui, à part cela, n'était guère ou même pas du tout coordonnée. C'est également à ce moment que les fortes tensions confessionnelles, qui ont à plusieurs reprises mené la Confédération au bord du précipice, ont également reçu davantage d'attention. Toutefois, la constellation des puissances européennes ainsi que la fonction de la Confédération au sein de ce contexte général ont continué à n'être que rarement intégrées et prises en compte dans les réflexions récentes.

Les recherches récentes sur les thèmes de la domination, de la résistance, du «nationalisme» fédéral et des confessions durant l'époque moderne montrent une Confédération lourdement hypothéquée et parfois déchirée par des conflits internes.¹ A cet égard, il faut mentionner en premier lieu les tensions et les conflits confessionnels, ensuite les antagonismes entre cantons-villes et cantons ruraux et les nombreux mouvements de protestation et de résistance, qui mettent en lumière les relations entre les autorités et les sujets ainsi qu'entre les Confédérés et les bailliages communs et qui éclairent également les différences sociales au sein des cantons de la Confédération. L'ancienne Confédération n'a donc pas manqué de conflits, de petite et de grande ampleur. Que l'on songe, pour ne mentionner que quelques jalons majeurs, à la protestation paysanne de 1525 en lien avec la Réforme, à la guerre des paysans de 1653, aux «Troubles» dans l'Evêché de Bâle de 1730 à 1740 ou encore à ce qu'on appelle la *Rappenkrieg* dans l'ancien Bâle de 1591 à 1594. Enfin, il faut souligner que le 18^e siècle a connu une multiplication des conflits, tels qu'ils ont été représentés pour la première fois de façon moderne par Pierre Felder.

D'un autre côté, il ne faut pas négliger les nombreux cas où la Confédération est intervenue en tant qu'intermédiaire et négociatrice entre les autorités et les sujets. De même, il ne faut pas passer sous silence l'activité de la Diète en tant que tribunal arbitral. En ce qui concerne l'époque moderne, il n'y a donc qu'une seule chose sûre: il n'est pas possible de fonder historiquement une

seule tradition, forte et continue, soit dans un sens soit dans l'autre. On ne peut caractériser la Suisse ni de modèle de consensus politique existant depuis les «temps primitifs», ni de pays présentant une conflictualité extraordinaire. Les Confédérés n'ont pas été des anges paisibles, assoiffés de consensus depuis des siècles et quelque peu ennuyeux dans leur manière complètement pragmatique de penser et d'agir. Ils n'ont pas davantage été uniquement des rustres et des bagarreurs qui cherchaient et avivaient les conflits là où ils le pouvaient et qui offraient systématiquement une résistance à toute injustice, en particulier lorsqu'elle venait de l'extérieur. Manifestement, l'élément intéressant réside beaucoup plus dans la préférence pour des solutions politiques, préférence qui s'est formée au cours de l'époque moderne au sein de cet organisme particulier qu'était la Confédération. En outre, celle-ci constituait également un territoire dans lequel des habitudes et des institutions «non contemporaines», presque moyenâgeuses, se sont maintenues encore longtemps et où une modernisation énergique selon le modèle de quelques Etats voisins ne s'est pas produite ou ne s'est réalisée que dans une moindre mesure.

Finalement, il ne faut pas oublier, et la recherche devrait davantage s'y intéresser à l'avenir, qu'un Etat relativement faiblement développé, prenant la forme d'un faisceau de petits Etats au milieu de l'Europe, correspondait très bien aux intérêts des grandes puissances environnantes. Ce contexte extérieur a probablement représenté une précondition centrale permettant à la construction politique de la Confédération de se poursuivre aussi longtemps. Des changements politiques en profondeur à l'intérieur de cette fédération d'Etats auraient certainement provoqué l'entrée en lice des puissances européennes. Dans un certain sens, la Confédération de l'époque moderne peut être également caractérisée comme un système de faiblesses s'étayant les unes les autres. L'existence de cette construction dépendait d'un contexte favorable. C'est pourquoi elle ne s'est écroulée qu'à la fin du 18^e siècle, lorsque les contradictions sociales, économiques et politiques internes à la Confédération ont dépassé un seuil critique, sous la pression du dehors, c'est-à-dire de la Révolution et des troupes françaises.

La demande adressée à deux historiens de l'époque moderne, Thomas Maisen et Andreas Würigler, de discuter de façon critique, sous la forme d'un essai, la question du conflit et du consensus dans l'ancienne Confédération, conduit à un résultat sans ambiguïté: les deux ne mettent pas tellement l'accent sur la question de la culture conflictuelle ou consensuelle. Ils se focalisent sur le fait, historiquement important et agissant efficacement à long terme, que les conflits dans la Confédération ont été réglés bien plus volontiers et bien plus souvent, pour ne pas dire par principe, sur le plan politique et non pas par la voie juridique, à travers des tribunaux. La «juridicisation» de procédures ■ 9

conflictuelles, devenue courante dans d'autres pays européens au cours de l'époque moderne, est restée inhabituelle et peu aimée, et évidemment non ancrée institutionnellement, dans l'ancienne Confédération, car il n'existait pas d'instance de recours supérieure.

Il est possible que cette préférence pour des solutions politiques représente une constante de l'histoire suisse, si l'on pense par exemple à la grande importance du Parlement dans la législation qui, aujourd'hui encore, ne peut pas, ou extrêmement difficilement, être remise en cause, par exemple par le Tribunal fédéral. Dans le même sens, une partie de la population réagit de manière sensible aux formes de gestion des conflits qui sont pilotées du dehors de la Suisse, comme le droit international, la Cour des Droits de l'homme de Strasbourg ou encore l'harmonisation juridique opérée dans le cadre du rapprochement à l'Union européenne.

Abordons maintenant le cas de la Suisse dite contemporaine, celle des 19^e et 20^e siècles. Ici aussi, et peut-être encore davantage qu'en ce qui concerne l'ancienne Confédération, la littérature, même récente, a insisté et théorisé sur la recherche du consensus et la faiblesse de la conflictualité sociale et politique. Prenons un exemple, celui du principal axe de conflits dans les sociétés capitalistes à partir de la seconde moitié du 19^e siècle, l'antagonisme entre le mouvement ouvrier et le patronat, autrement dit, entre le Capital et le Travail. La très grande majorité des études portant sur le cas suisse admettent sans examen approfondi, comme un fait établi, que l'histoire helvétique récente, disons au plus tard à partir des années 1950, se caractérise par un degré très faible de conflictualité sociale et politique, dont les principaux symboles sont d'une part la Paix du travail, conclue en 1937 et systématiquement renouvelée par la suite et, d'autre part, la participation du Parti socialiste au Gouvernement fédéral dès 1943, collaboration permanente, hors une brève interruption, qui a été désignée sous le nom de «formule magique». A cet égard, il est important de faire une première remarque: de telles approches, qui se focalisent sur certains «grands» événements politiques, tendent à surestimer quelque peu l'ampleur et la profondeur du consensus, et donc la spécificité du cas helvétique. En effet, elles négligent ou sous-estiment une série de conflits parce qu'ils ne se présentent pas sous une forme classique, en tant que luttes sociales ou politiques ouvertes, mais sont déplacés sur d'autres terrains et/ou tendent à se «privatiser» et, ainsi, à être perçus comme problèmes et conflits individuels.² Toutefois, ce premier problème est béni par rapport au second. En effet, sans réflexion critique, sans vérification empirique systématique et sans comparaison internationale, ces études font remonter le constat d'une Suisse particulièrement consensuelle jusqu'au début du 19^e siècle, voire au-delà, et,

10 ■ corollairement, elles succombent aux facilités de l'approche téléologique en

présentant et en expliquant la faible conflictualité en Suisse durant les 50 dernières années comme l'aboutissement inévitable et prédéterminé des circonstances qui ont présidé à la mise en place de la Suisse contemporaine. «Dès le départ [1848], les dés sont pipés», ce qui fait que «la classe ouvrière suisse ne pouvait donc pas ne pas être réformatrice», soulignent Masnata et Rubattel lorsqu'ils analysent le «fameux consensus suisse».³

Une fois esquissé à la va-vite un développement continu et linéaire entre 1848, ou même 1815, et la Paix du travail ainsi que la «formule magique», les recherches traitant la problématique conflit-consensus s'attardent longtemps – de manière souvent stimulante, il faut le reconnaître – sur les multiples facteurs qui auraient contribué à ce type d'évolution: l'absence d'une véritable révolution bourgeoise en Suisse, l'octroi par en haut de larges droits démocratiques, la fragmentation religieuse et linguistique du pays, l'influence du référendum et de l'initiative populaires, la faiblesse de la concentration de la classe ouvrière, la structure et la culture particulières de cette dernière (notamment son degré élevé de qualification et ses liens prononcés avec le monde rural), le poids élevé de l'industrie d'exportation dans la structure économique, l'importance de l'immigration, etc.

Or, si l'on procède à des comparaisons internationales, même rudimentaires, on constate que les choses se sont passées de façon différente de celle qu'expose la représentation traditionnelle. Un seul exemple l'illustre: le nombre de grévistes et de grèves, qui représente un bon indice de l'évolution du degré de conflictualité dans les pays économiquement développés. Un fait saute aux yeux à la lecture des graphiques 1 et 2 (p. 13): la concordance pratiquement totale, durant la période allant de 1885 aux années 1920, entre l'évolution en Suisse et dans les autres pays pris en compte. Non seulement, le graphique 1 indique que le taux de grévistes par 1000 habitants en Suisse a progressé de façon similaire, mais qu'il a même été supérieur à celui des autres pays pendant plusieurs années (1895–1897; 1902–1903; 1904; 1907; 1912). Le graphique 2 confirme cette lecture.⁴ Il est clair que, dans l'absolu, le nombre des grèves a été inférieur en Suisse étant donné la différence de population avec l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne ou l'Italie, mais la courbe des grèves a connu un développement presque semblable à celui de ces autres pays entre 1885 et les années 1920.

Ce n'est que dans les années 1920 et surtout 1930 que ce type de conflictualité a suivi en Suisse une voie très différente qu'à l'extérieur, se situant dès les années 1950 à un niveau extrêmement bas, proche de zéro. Jusqu'après la Première Guerre mondiale, la conflictualité sociale et politique telle qu'elle s'exprime à travers les mouvements de grève ne semble pas avoir été moindre en Suisse qu'à l'étranger. Il paraît en conséquence très hasardeux, pour ne pas

dire captieux, de considérer l'esprit de consensus qui se manifeste incontestablement à partir de la crise des années 1930 et la prise du pouvoir des Nazis comme l'aboutissement obligé d'une évolution linéaire plongeant ses racines dans le 19^e siècle et même bien au-delà.

La problématique relative à la conflictualité et au consensus en Suisse doit donc être revisitée. C'est aussi ce dont témoignent les contributions de Herrmann, Jost et Lang. Elles en témoignent d'autant mieux qu'elles divergent sensiblement. Certes, toutes aboutissent au constat que la Suisse, pendant le 19^e siècle et le début du 20^e siècle, est considérablement moins consensuelle que l'historiographie a bien voulu l'admettre jusqu'ici. Mais elles divergent clairement quant à la véritable ampleur de la conflictualité durant cette période, et encore davantage lorsqu'elles s'attellent à expliquer cette conflictualité.

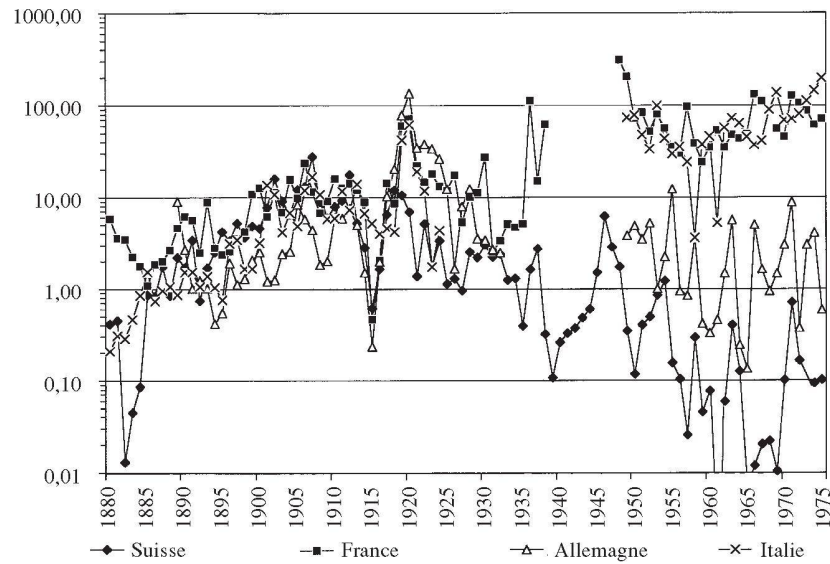
Nul doute que beaucoup reste à faire. D'autant plus qu'il est nécessaire d'éviter deux écueils sur lesquels s'échouent maintes études traitant de la question conflit-consensus. D'une part, l'écueil consistant à aborder conflit et consensus exclusivement comme deux pôles absolument séparés, ce qui ne permet pas, pour reprendre les termes de Bourdieu, «de penser toutes les situations réelles où la soumission consensuelle s'accomplit dans et par le conflit».⁵ D'autre part, l'écueil consistant à négliger, et cette fois-ci nous sommes d'accord avec Masnata et Rubattel, que «le consensus est, en réalité, la forme réussie de la coercition»,⁶ négligence qui incite à se centrer sur le consensus et à ne pas voir les aspects conflictuels qu'il étouffe ou dissimule.

Sébastien Guex, Albert Schnyder Burghartz

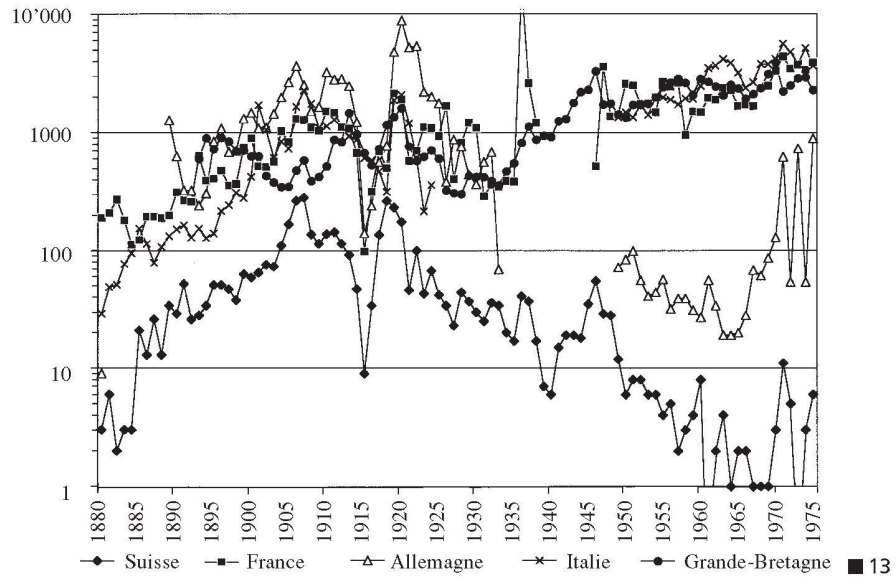
Notes

- 1 Pour la littérature correspondante, cf. les références indiquées dans les contributions d'Andreas Würzler et de Thomas Maissen dans ce numéro.
- 2 Ce n'est donc pas un hasard que deux des trois contributions consacrées à la Suisse contemporaine, celles de Herrmann et de Jost, attirent l'attention sur les liens entre la prégnance du consensus et le déplacement des conflits ainsi que sur l'intensité de ce qu'on peut appeler le malaise individuel en Suisse.
- 3 François Masnata, Claire Rubattel, *Le pouvoir suisse. Séduction démocratique et répression suave*, Lausanne 1995 (1^{ère} éd. 1975), 82, 245.
- 4 Les données relatives aux grévistes et aux grèves à partir desquelles les deux graphiques sont construits, les sources dont sont tirées ces données et les remarques qu'elles appellent sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette introduction. Les données relatives à la population sont tirées de Brian R. Mitchell, *European Historical Statistics 1750-1970*, New York 1978, 4-8.
- 5 Pierre Bourdieu, *Choses dites*, Paris 1987, 55.
- 6 Masnata (voir note 3), 154.

Graphique 1: *Nombre de grévistes pour 1000 habitants en Allemagne, France, Italie et Suisse, 1880–1975 (échelle logarithmique)*



Graphique 2: *Nombre de grèves en Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Suisse, 1880–1975 (échelle logarithmique)*



*Nombres de grévistes et de grèves en Suisse, en France, en Allemagne, en Italie et en Grande-Bretagne 1880–1975**

*Anzahl der Streikenden und der Streiks in der Schweiz, Frankreich, Deutschland, Italien und Grossbritannien 1880–1975**

Année Jahr	Grévistes / Streikende				Grèves / Streiks				
	CH	F	D	I	CH	F	D	I	GB
1880	600	110400		5931	3	190	9	29	
1881	651	68000		8776	6	209		49	
1882	19	65500		8138	2	271		51	
1883	65	42000		13167	3	181		77	
1884	124	33900		24267	3	112		95	
1885	1297	20800		43607	21	123		154	
1886	1251	35500		20867	13	195		114	
1887	2635	38100		27362	26	194		79	
1888	1283	51100		30410	13	188		107	
1889	3332	89100	443835	24510	34	199	1272	133	
1890	2595	118929	133002	43462	29	313	630	152	
1891	5155	108944	49913	43592	52	267	326	164	
1892	1116	47903	60798	34304	26	261	323	129	
1893	2572	170123	50339	44756	28	634	242	154	599
1894	3780	54576	20591	33869	34	391	305	128	903
1895	7097	46089	30825	24683	51	407	846	140	728
1896	5717	50020	108495	102670	51	480	1082	217	906
1897	8869	69275	63084	111992	47	357	686	243	848
1898	6188	82065	72767	54054	38	368	705	310	695
1899	8245	213591	116486	53904	63	749	1311	279	710
1900	7755	249591	141121	104231	59	903	1468	424	633
1901	13171	121561	68191	444725	65	523	1091	1701	631
1902	26936	222165	70696	350503	76	512	1106	1054	432
1903	15497	135225	135522	136117	73	571	1444	617	380
1904	10999	309210	145480	221245	110	1028	1990	846	346
1905	23110	196398	542564	157827	167	835	2657	730	349
1906	25056	468135	376325	387185	265	1314	3626	1656	479
1907	52777	228820	286016	581646	282	1279	2512	2273	585
1908	17020	133444	119781	371383	137	1104	1524	1745	389
1909	11396	182699	130883	200989	114	1036	1652	1095	422
1910	15161	318526	390706	204759	138	1511	3228	1132	521
1911	17784	252676	385216	403840	143	1474	2798	1276	872
1912	33607	284880	493749	253186	114	1120	2834	1116	834
1913	10012	242994	323394	486165	92	1081	2464	929	1459
1914	5418	178662	98339	231489	47	674	1223	876	972
1915	1234	9344	15238	179990	9	98	141	609	672
1916	3328	41409	128881	138932	34	315	240	580	532
1917	13109	293810	668032	174997	136	696	562	472	730
1918	24109	176187	1316897	159451	264	501	773	316	1165
14 ■ 1919	21294	1221233	4947199	1602786	233	2138	4770	1879	1352

Nombres de grévistes et de grèves en Suisse, en France, en Allemagne, en Italie et en Grande-Bretagne 1880–1975 (continué)*

Anzahl der Streikenden und der Streiks in der Schweiz, Frankreich, Deutschland, Italien und Grossbritannien 1880–1975 (Fortsetzung)*

Année Jahr	Grévistes / Streikende				Grèves / Streiks				
	CH	F	D	I	CH	F	D	I	GB
1920	13989	1462133	8490835	2331798	174	1915	8800	2086	1607
1921	2786	451854	2193047	723862	46	576	5223	1200	763
1922	10340	300583	2404493	447919	100	704	5361	612	576
1923	3567	365868	2145059	66213	43	1123	2209	215	628
1924	6741	274865	1663521	165216	67	1090	2012	361	710
1925	2399	249198	777897		42	936	1766		603
1926	2721	366142	104711		34	1678	383		323
1927	2023	112648	503217		23	405	871		308
1928	5339	210488	780396		44	823	763		302
1929	4644	241040	234543		37	1217	441		431
1930	6362	584579	224983		30	1097	366		422
1931	4746	54250	178223		25	288	564		420
1932	5027	71561	163969		36	362	680		389
1933	2642	109108			34	346	69		357
1934	2763	100934			20	390			471
1935	874	110332			17	384			553
1936	3612	2422800			41	16907			818
1937	6043	323800			37	2616			1129
1938	706	1333000			17	1220			875
1939	238				7				940
1940	578				6				922
1941	722				15				1251
1942	822				19				1303
1943	1069				19				1785
1944	1324				18				2194
1945	3686				35				2293
1946	15173				55	523			3305
1947	6963				29	3598			1721
1948	4277	6561176			28	1374			1759
1949	853	4329959	194843	3504543	12	1413	72	1350	1426
1950	288	1527293	247128	3705859	6	2585	84	1491	1339
1951	985	1754000	178128	2257491	8	2514	99	1345	1719
1952	1207	1155200	265995	1580336	8	1749	56	1717	1714
1953	2079	1783700	51235	4679091	6	1761	41	1412	1746
1954	2997	1269000	113773	2045268	6	1479	44	1990	1989
1955	430	792000	619391	1403217	4	2672	57	1981	2419
1956	286	666000	53020	1677750	5	2440	32	1904	2648
1957	71	2161000	47487	1226787	2	2623	39	1731	2859
1958	815	858000	207059	183301	3	954	39	1937	2629
1959	126	581000	23510	1900321	4	1512	31	1925	2093

Nombres de grévistes et de grèves en Suisse, en France, en Allemagne, en Italie et en Grande-Bretagne 1880–1975 (continué)*

Anzahl der Streikenden und der Streiks in der Schweiz, Frankreich, Deutschland, Italien und Grossbritannien 1880–1975 (Fortsetzung)*

Année Jahr	Grévistes / Streikende				Grèves / Streiks				
	CH	F	D	I	CH	F	D	I	GB
1960	214	839000	18551	2337906	8	1494	27	2471	2832
1961	0	1269500	25656	267770	0	1963	56	3502	2686
1962	163	833500	83045	2909831	2	1884	34	3652	2449
1963	1120	1147800	316796	3693715	4	2382	19	4145	2068
1964	350	1047300	13726	3245500	1	2281	19	3841	2524
1965	23	1237071	7593	2309800	2	1674	20	3191	2354
1966	38	3341003	304425	1887992	2	1711	28	2387	1937
1967	65	2823619	99641	2244203	1	1675	68	2658	2116
1968	70		57151	4862201	1		61	3777	2378
1969	33	1433600	89571	7506983	1	2480	86	3785	3116
1970	320	1159619	184269	3721919	3	3319	129	4162	3906
1971	2267	3234500	536303	3891253	11	4358	624	5598	2228
1972	526	2721348	22908	4405251	5	3464	54	4765	2497
1973	0	2245973	185010	6132747	0	3731	732	3769	2873
1974	299	1563540	250352	7824000	3	3381	54	5174	2922
1975	323	1827142	35814	10717000	6	3888	890	3658	2282

* Ce tableau a été construit à partir des données fournies par Erich Gruner, *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880–1914*, Zurich 1998, t. 2/2, 847; *Annuaire statistique de la Suisse*, diverses années; Peter Flora, *State, Economy and Society in Western Europe*, Frankfurt 1987, 708–752. Il faut relever que les données présentées ici ne sont pas totalement fiables; elles visent davantage à montrer des tendances qu'à fournir des chiffres parfaitement exacts. En effet, les méthodes de recensement des données relatives aux conflits du travail diffèrent un peu de pays à pays; sur ce point, cf. notamment Monique Borrel, *Conflits du travail, changement social et politique en France depuis 1950*, Paris 1996, 89–91.

* Diese Tabelle wurde zusammengestellt auf Grund von Daten aus: Erich Gruner, *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880–1914*, Zürich 1998, Bd. 2/2, 847; *Statistisches Jahrbuch der Schweiz*, diverse Jahrgänge; Peter Flora, *State, Economy and Society in Western Europe*, Frankfurt 1987, 708–752. Es ist zu beachten, dass die hier präsentierten Daten nicht vollständig verlässlich sind; sie sollen viel mehr Tendenzen aufzeigen und weniger ganz genaue Zahlen liefern. Die Erhebungsmethoden bezüglich der Daten zu Arbeitskonflikten differieren nämlich je nach Land, vgl. dazu insbesondere Monique Borrel, *Conflits du travail, changement social et politique en France depuis 1950*, Paris 1996, 89–91.

DIE SCHWEIZ: LAND DES KONSENSES?

EINLEITUNG

In einer Betrachtung auf lange Dauer gilt die Schweiz ganz allgemein, aber auch in der Geschichtsschreibung und in der politischen Publizistik als das Land der Konsenssuche par excellence. Je nach Standpunkt wird die entsprechende eidgenössische Tradition unterschiedlich weit zurückgeführt. Das Stanser Verkommnis von 1481 und die Person von Niklaus von Flüe markieren für viele einen frühen Höhepunkt dieser Entwicklung. Danach hat die Neigung, je nach Sichtweise: die Notwendigkeit oder sogar der Zwang, dieses eigenartige, heterogene Gebilde der Eidgenossenschaft einigermaßen zusammenzuhalten, dazu geführt, dass sich im Lauf der Zeit eine ausgeprägte Konsens- und Kompromisskultur etablierte, und dementsprechend ein vergleichsweise geringes Mass an Konfliktualität.

Ist die Schweiz tatsächlich das Land des Konsenses par excellence? Und ist sie das schon seit weit zurückliegenden Zeiten? Und wenn ja, wie muss man eine solche Charakterisierung erklären, für die Schweiz von heute, für die Schweiz der letzten zwei Jahrhunderte und für die alte Eidgenossenschaft? Das waren die Fragen, die wir den Autoren und der Autorin dieser Nummer von *traverse* stellten. Bei der Lektüre der Texte lässt sich feststellen, dass sie keine abschliessenden Antworten auf diese Fragen geben, der gegenwärtige Zustand der Geschichtsschreibung zur Schweiz und die Entwicklung der Diskussion erlauben das nicht. Im Gegenteil, die Beiträge belegen mit aller Klarheit die Notwendigkeit, die Erforschung dieser Thematik wiederzubeleben und neue Zugänge dazu zu eröffnen.

Betrachten wir das Beispiel der alten Eidgenossenschaft. Um die Gräben ihrer Zeit überbrücken zu helfen, hat die liberale Geschichtsschreibung des 19. Jahrhunderts den Mythos der einmütigen Eidgenossenschaft im Rückgriff auf deren Entstehungszeit und Machtentfaltung im Hoch- und Spätmittelalter auf eine neue Grundlage gestellt. Diese Sicht der Dinge hatte im grossen Ganzen auch in der Geschichtsschreibung bis nach dem Zweiten Weltkrieg Bestand. Dass die Konsenskultur auch realistischer und damit weniger heroisch und verklärt gesehen werden konnte, war zwar bekannt, bestimmte den Diskurs jedoch lange Zeit nicht.

Die Aufmerksamkeit für die Basis dieses Konsenses verlagerte sich in der schweizerischen Geschichtsschreibung über die frühe Neuzeit erst allmählich. Diese Änderung des Blickwinkels ist eng verbunden mit dem Aufkommen der Sozialgeschichte in den 1960er- und 70er-Jahren sowie dem stark gestiegenen historischen Interesse für Fragen der Herrschaft und des Widerstands in den 1980er- und 90er-Jahren. Erst jetzt nahmen die Historiker und Historikerinnen wahr, dass letztlich vor allem die Ziele einer rudimentären gemeinsamen Aussen- und Verteidigungspolitik sowie einige wenige, für die Eidgenossenschaft aber zentrale (aussen)wirtschaftliche Zusammenhänge, etwa im Verhältnis zu Frankreich, zur Zusammenarbeit im ansonsten nur wenig oder gar nicht koordinierten Bund von Kleinstaaten führten. Vermehrte Beachtung fanden nun auch die schweren konfessionellen Spannungen, welche die Eidgenossenschaft mehrmals an den Rand des Abgrunds brachten. Immer noch selten ins Spiel gebracht wird auch in den neueren Betrachtungen die europäische Mächtekonstellation und die Funktion der Eidgenossenschaft innerhalb dieses übergeordneten Zusammenhangs.

Die neueren Forschungen zu den Themen Herrschaft, Widerstand, eidgenössischem «Nationalismus» und Konfessionen in der frühen Neuzeit zeigen eine von inneren Konflikten stark belastete, manchmal auch zerrissene Eidgenossenschaft.¹ An erster Stelle sind hier die konfessionellen Spannungen und Konflikte zu nennen, des Weiteren die Gegensätze zwischen Städte- und Ländernorten, die zahlreichen Protest- und Widerstandsbewegungen, die nicht zuletzt ein Licht auf die Beziehungen zwischen Obrigkeit und Untertanen, zwischen Eidgenossen und Gemeinen Herrschaften wie überhaupt auf die sozialen Unterschiede innerhalb der Orte der Eidgenossenschaft werfen. An Konflikten grösseren und kleineren Umfangs hat es also der alten Eidgenossenschaft gewiss nicht gemangelt, wenn man schon nur an die grossen «Wegmarken» wie den ländlichen Protest im Zusammenhang mit der Reformation 1525, den Bauernkrieg von 1653, die «Troublen» im Fürstbistum 1730 bis 1740 oder den so genannten Rappenkrieg im alten Basel von 1591 bis 1594 denkt, um nur einige wenige zu nennen. Besonders zu erwähnen ist schliesslich die zunehmende Häufung von Konflikten im 18. Jahrhundert, wie sie erstmals von Pierre Felder in moderner Form dargestellt worden ist.

Andererseits sind die vielen Fälle von eidgenössischer Vermittlung und von Verhandlungen zwischen Obrigkeiten und Untertanen sowie die schiedsgerichtliche Tätigkeit der Tagsatzung nicht zu übersehen. Sicher ist daher aus frühneuzeitlicher Sicht wohl nur eines: eine einzige, durchgehende, starke Tradition in der einen oder anderen Richtung ist historisch nicht zu begründen. Weder kann man die Schweiz als Modellland des politischen Konsens seit

18 ■ «Urzeiten» noch als Land mit aussergewöhnlicher Konflikthäufigkeit bezeich-

nen. Weder waren die Eidgenossen seit Jahrhunderten konsenssüchtige, etwas langweilige, durch und durch pragmatisch denkende und handelnde Friedensengel, noch waren sie nur Rauhbeine und Streithähne, die den Konflikt suchten und schürten, wo sie konnten, und – vor allem gegen aussen – jederzeit heldenhaft Widerstand leisteten gegen alles Unrecht. Das Interessante ist offenbar vielmehr die Präferenz für politische Lösungen, die sich im Lauf der frühen Neuzeit in diesem eigenartigen politischen Gebilde herausbildete. Es war im Übrigen auch ein Gebiet, in dem sich «unzeitgemässe», quasi mittelalterliche Gewohnheiten und Institutionen noch lange hielten und eine durchgreifende Modernisierung nach dem Vorbild einiger Nachbarstaaten nicht, oder nicht im selben Ausmass, stattfand.

Schliesslich sollte nicht vergessen beziehungsweise in Zukunft noch mehr erforscht werden, dass ein relativ schwach entwickelter Staat in Form eines Bündels von Kleinstaaten inmitten Europas ganz gut den Interessen der benachbarten Grossmächte diente. Dieser externe Kontext war wohl eine zentrale Voraussetzung dafür, dass sich die politische Konstruktion der Eidgenossenschaft so lange halten konnte. Grundlegende politische Veränderungen innerhalb dieses Staatenbundes hätten wohl die europäischen Mächte auf den Plan gerufen. In gewissem Sinn lässt sich die frühneuzeitliche Eidgenossenschaft als ein System sich gegenseitig stützender Schwächen bezeichnen. Diese Konstruktion war für ihren Bestand auf einen stützenden Kontext angewiesen. Sie brach Ende des 18. Jahrhunderts denn auch erst zusammen, als die innereidgenössischen Widersprüche gesellschaftlicher, wirtschaftlicher und politischer Natur unter dem Druck von aussen, das heisst der französischen Revolution und der französischen Truppen, eine kritische Schwelle überschritten hatten.

Die Aufforderung an zwei Frühneuzeit-Historiker, Thomas Maissen und Andreas Würzler, die Frage nach Konflikt oder Konsens in der alten Eidgenossenschaft in einem Essay kritisch zu erörtern, führt zu einem eindeutigen Resultat: Beide stellen nicht so sehr die Frage nach der Konflikt- oder der Konsenskultur ins Zentrum, sondern den historisch bedeutsamen und langfristig wirksamen Umstand, dass Konflikte in der Eidgenossenschaft viel eher und häufiger, um nicht zu sagen prinzipiell, politisch ausgetragen werden, und nicht auf dem Weg der Rechtsprechung durch Gerichte. Die Verrechtlichung von Konfliktverfahren, wie sie in anderen Ländern Europas im Lauf der frühen Neuzeit üblich wurde, war in der alten Eidgenossenschaft weder verbreitet noch beliebt, geschweige denn institutionell abgesichert, denn es gab keine übergeordnete Appellationsinstanz.

Diese Vorliebe für politische Lösungen stellt möglicherweise eine Konstante der Geschichte der Schweiz dar, wenn man zum Beispiel an die hohe Bedeutung des Parlaments in der Gesetzgebung denkt, die auch heute, etwa vom ■ 19

Bundesgericht nicht, oder nicht ohne weiteres, hinterfragt werden kann. Ebenso sensibel reagiert ein Teil der Bevölkerung auf Formen der Konfliktbehandlung, die von ausserhalb der Schweiz gesteuert sind wie das Völkerrecht, den Gerichtshof für Menschenrechte in Strassburg oder die Rechtsangleichung im Rahmen der Annäherung an die Europäische Union.

Wenden wir uns nun der Schweiz des 19. und des 20. Jahrhunderts zu. Auch hier – vielleicht noch mehr als im Fall der alten Eidgenossenschaft – wurde in der Literatur, auch in der neusten, mit Beharrlichkeit die Suche nach dem Konsens thematisiert beziehungsweise der Mangel an Konflikthaftigkeit in Gesellschaft und Politik. Nehmen wir als Beispiel die grundlegende Konfliktachse kapitalistischer Gesellschaften seit der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts: den Gegensatz zwischen Arbeiterbewegung und den Unternehmern, mit anderen Worten, zwischen Kapital und Arbeit. Die übergrosse Mehrheit der Studien zum Fall Schweiz gehen ohne weitere Überprüfung davon aus, dass die jüngere Schweizer Geschichte, spätestens etwa seit den 1950er-Jahren, durch einen sehr niedrigen Grad an Konfliktualität sowohl im Sozialen wie in der Politik gekennzeichnet ist. Die zentralen Symbole dieses Zustandes sind einerseits der Arbeitsfrieden, der 1937 erstmals vereinbart und nachher systematisch erneuert worden ist, und andererseits die Integration der Sozialdemokratischen Partei in den Bundesrat seit 1943. Diese nur für kurze Zeit unterbrochene Zusammenarbeit wird bekanntlich als «Zauberformel» bezeichnet. In diesem Zusammenhang gilt es eine erste Bemerkung festzuhalten: Zugänge, die bestimmte «grosse» politische Ereignisse in den Fokus nehmen, neigen dazu, die Tragweite und die Tiefe des Konsenses ein wenig zu überschätzen und damit auch den spezifischen Charakter des Falles Schweiz. Im Grunde genommen vernachlässigen oder unterschätzen sie eine ganze Reihe von Konflikten, die nicht in klassischer Form auftreten, etwa als soziale Auseinandersetzungen oder offene politische Strategien, sondern sich auf anderen Bühnen abspielen und/oder tendenziell «privatisiert» werden, sodass sie als individuelle Probleme und Konflikte wahrgenommen werden.²

Allerdings ist dieses erste Problem vergleichsweise harmlos, wenn man eine weitere Problematik ins Auge fasst. Viele dieser Studien setzen nämlich den Beginn einer in besonderem Mass auf Konsens hin orientierten Schweiz im frühen 19. Jahrhundert an oder noch weiter zurückliegend, im Allgemeinen ohne kritische Reflexion, ohne systematische empirische Verifikation und ohne internationalen Vergleich. Damit erliegen sie in der Folge auch den Verlockungen eines teleologischen Zugangs: sie präsentieren und erklären die geringe Konfliktualität in der Schweiz nach dem Zweiten Weltkrieg als das unvermeidliche, geradezu vorausbestimmte Ergebnis jener Rahmenbedingungen, unter denen die moderne Schweiz begründet wurde. «Von Anfang an [1848] wird

mit gezinkten Karten gespielt», was dazu führt, «dass die schweizerische Arbeiterklasse nicht reformistisch sein konnte», wie Masnata und Rubattel in ihrer Analyse des «berühmten schweizerischen Konsens» hervorheben.³

Wenn dann mit leichter Hand eine kontinuierliche und lineare Entwicklung zwischen 1848, oder gar 1815 und dem Arbeitsfrieden sowie der «Zauberformel» nachgezeichnet worden ist, werden in den Studien zur Problematik Konflikt/Konsens in der Schweiz eingehend und ausführlich – wenn auch, zugegebenermassen, oft auf stimulierende Art und Weise –, die vielfältigen Faktoren behandelt, die zu dieser Entwicklung beigetragen haben sollen: das Fehlen einer eigentlichen bürgerlichen Revolution in der Schweiz, die Einführung weit gefasster demokratischer Rechte von oben, die konfessionelle und sprachliche Fragmentierung des Landes, der Einfluss des Referendums und der Volksinitiative, die geringe Konzentration der Arbeiterklasse, ihre besondere Struktur und Kultur (namentlich ihr hoher Qualifikationsgrad und ihre engen Bindungen an die ländliche Welt), die hohe Bedeutung der Exportindustrie für die gesamte Wirtschaftsstruktur, die starke Einwanderung etc.

Wenn man allerdings schon nur einfache internationale Vergleiche anstellt, dann stellt man schnell fest, dass die Dinge anders liegen, als es die traditionelle Betrachtungsweise darstellt. Ein einziges Beispiel möge dies belegen: die Anzahl der Streikenden und Streiks. Die entsprechenden Zahlen bilden einen guten Indikator für die Entwicklung der Konfliktualität in wirtschaftlich fortgeschrittenen Ländern. Eine Tatsache springt beim Studium der Grafiken auf S. 23 sofort ins Auge: die beinahe vollständige Gleichläufigkeit der Entwicklung in der Schweiz und in allen anderen betrachteten Ländern während des Zeitraums zwischen 1885 und den 1920er-Jahren. Grafik 1 zeigt nicht nur, dass die Anzahl Streikende pro 1000 EinwohnerInnen in der Schweiz nicht nur in ähnlicher Weise zugenommen hat wie in den anderen Ländern, sondern auch, dass die Schweiz die anderen Ländern dabei in bestimmten Jahren sogar übertrifft hat (1895–1897; 1902–1903; 1904; 1907; 1912). Grafik 2 bestätigt diese Interpretation.⁴ Dabei ist klar, dass die absoluten Zahlen der Streiks in der Schweiz tiefer lagen als in den grösseren Ländern wie Deutschland, Frankreich, Grossbritannien oder Italien. Trotzdem zeigt die Kurve der Streiks auch hier eine sehr ähnliche Entwicklung wie in den anderen Ländern zwischen 1885 und 1920.

Erst in den 1920er und vor allem in den 1930 Jahren schlägt dieser Konflikttyp in der Schweiz eine andere Richtung ein als im Ausland, und seit den 1950er-Jahren pendelt er sich auf einem äusserst tiefen Niveau, nahe Null, ein. Nimmt man die Streikbewegungen als Massstab, so scheinen Politik und Gesellschaft in der Schweiz bis nach dem Ersten Weltkrieg nicht weniger konfliktbehaftet gewesen zu sein als im Ausland. Es ist daher ziemlich gewagt, um nicht zu

sagen irreführend, den Geist des Konsenses, der sich seit der Krise der 1930er-Jahre und seit der Machtergreifung der Nazis unbestreitbar manifestiert, als das zwingende Ergebnis einer linearen Entwicklung zu betrachten, die ihre Wurzeln tief im 19. Jahrhundert oder noch davor haben soll.

Die Frage nach Konflikt und Konsens in der Schweiz muss also erneut unter die Lupe genommen werden. Das zeigen die Beiträge von Herrmann, Jost und Lang. Sie belegen die Notwendigkeit einer Neulancierung der Debatte umso mehr, als sie zum Teil erheblich voneinander abweichen. Zwar gelangen alle drei zur Feststellung, dass die Schweiz während des 19. und zu Beginn des 20. Jahrhunderts wesentlich weniger auf Konsens hin orientiert war, als es die Geschichtsschreibung bis anhin wahrhaben wollte. Aber die drei Artikel markieren unterschiedliche Standpunkte, wenn es darum geht, den Grad und das Ausmass der Konfliktualität in diesem Zeitabschnitt zu bestimmen; noch weiter auseinander liegen sie bei der Erklärung dieser Konfliktualität.

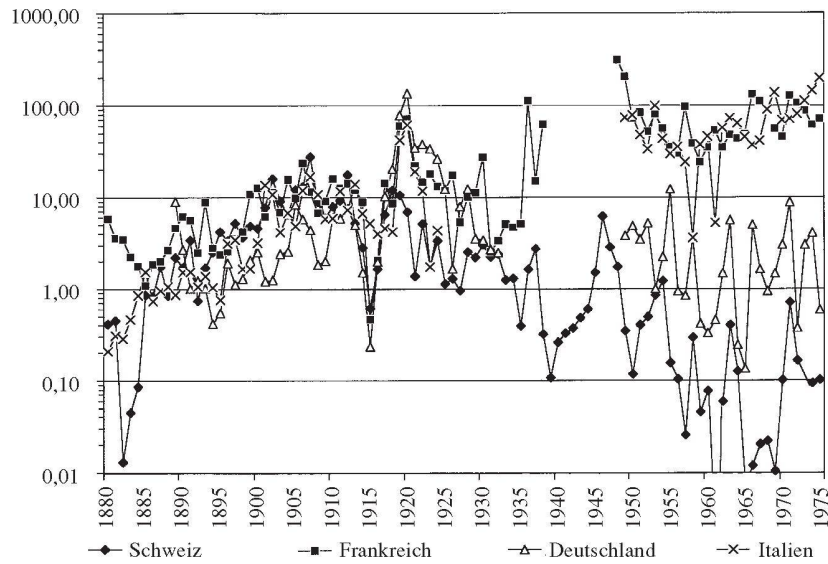
Kein Zweifel, es bleibt viel zu tun. Und ganz besonders gilt es zwei Klippen zu umschiffen, an denen zahlreiche Studien zur Frage Konflikt/Konsens scheitern. Auf der einen Seite die Klippe, die darin besteht, Konflikt und Konsens ausschliesslich als zwei absolut getrennte Pole zu betrachten, was nach Bourdieu verhindert, «dass jene reellen Situationen bedacht werden, in denen sich die Unterwerfung in gegenseitigem Einvernehmen im und durch den Konflikt vollzieht».⁵ Auf der anderen Seite gilt es nicht zu vergessen – und dieses Mal gehen wir mit Masnata und Rubattel einig –, «dass der Konsens in Wirklichkeit die gelungene Form des Zwangs ist».⁶ Dieses Versäumnis führt nur allzu leicht dazu, sich auf den Konsens zu konzentrieren und dabei zu übersehen, dass er Konflikte verbirgt und erstickt.

Sébastien Guex, Albert Schnyder Burghartz

Anmerkungen

- 1 Literaturhinweise in den Beiträgen von Andreas Würzler und Thomas Maissen.
- 2 Es ist daher kein Zufall, dass zwei der drei Beiträge, die der modernen Schweiz gewidmet sind, jene von Herrmann und Jost, die Aufmerksamkeit auf den Zusammenhang zwischen dem Druck des Konsenses und der Verschiebung von Konflikten lenken, ebenso wie auf die Intensität dessen, was man das «malaise individuelle» (das individuelle Unglück) in der Schweiz nennen könnte.
- 3 François Masnata, Claire Rubattel, *Le pouvoir suisse. Séduction démocratique et répression suave*, Lausanne 1995 (1. Aufl. 1975), 82, 245 (François und Claire Masnata-Rubattel, *Macht und Gesellschaft in der Schweiz: Demokratie und Unterdrückung*, Darmstadt 1978).
- 4 Die beiden Grafiken basieren auf der Tabelle zwischen der französischen und der deutschen Einleitung (S. 14–16). Die Daten zur Bevölkerung stammen aus Brian R. Mitchell, *European Historical Statistics 1750–1970*, New York 1978, 4–8.
- 5 Pierre Bourdieu, *Choses dites*, Paris 1987, 55.
- 6 Masnata/Rubattel (wie Anm. 3), 154.

Graphik 1: Anzahl Streikende pro 1000 Einwohner in Deutschland, Frankreich, Italien und in der Schweiz, 1880–1975 (logarithmische Skala)



Graphik 2: Anzahl Streiks pro 1000 Einwohner in Deutschland, Frankreich, Grossbritannien, Italien und in der Schweiz, 1880–1975 (logarithmische Skala)

